

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 838^e
SÉANCE**

Mercredi 14 novembre 1962,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 36 de l'ordre du jour:

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (suite)

Examen des projets de résolution (suite) . . . 273

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221, A/C.2/214, A/C.2/L.645, A/C.2/L.648/Rev.2 et Corr.1, AC.2/L.648/Rev.2/Add.1, E/3631 et Add.1 à 4) [suite]

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION
(A/C.2/L.645, A/C.2/L.648/REV.2 ET CORR.1) [suite]

1. M. ALMEIDA (Brésil) dit que les auteurs du projet de résolution commun (A/C.2/L.648/Rev.2 et Corr.1), ainsi que des divers amendements et suggestions, ont eu de nouvelles conversations officielles afin d'essayer d'aboutir à un texte qui soit généralement acceptable. Les auteurs du projet de résolution estiment cependant que leur texte actuel, qui est l'aboutissement de semaines d'efforts en vue de concilier des points de vue diamétralement opposés, reflète exactement l'opinion de la majorité. Il ne leur est donc pas possible d'y apporter de nouvelles modifications et ils espèrent que la Commission adoptera le projet de résolution à l'unanimité.

2. On a reproché au texte de ne pas faire d'allusion précise aux principaux pays commerçants en ce qui concerne la composition du Comité préparatoire. Ces pays n'ont pas été expressément mentionnés parce que leur participation est tenue pour acquise: ils feront partie du Comité préparatoire en tant que membres du Conseil économique et social et conformément au principe d'une répartition géographique équitable. En fait, le paragraphe 3 du dispositif a pour objet d'assurer un équilibre entre ces pays et les pays sous-développés.

3. En ce qui concerne la deuxième objection, qui porte sur la date de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la déclaration faite par le représentant de la Yougoslavie à la 835^{ème} séance montre clairement que la date n'est pas définitivement arrêtée. Ce représentant a dit qu'il fallait interpréter le projet de résolution révisé comme signifiant que le Conseil, lorsqu'il examinera le rapport du Comité préparatoire, devra en même temps fixer définitivement la date exacte de la Conférence, en tenant compte, d'une part, du vif désir exprimé par une écrasante majorité à l'Assemblée générale de voir la Conférence se tenir à une époque

où d'autres événements internationaux n'auront pas de répercussion défavorable sur ses résultats et, d'autre part, du degré d'avancement des travaux préparatoires. Si, comme le craint le représentant des Etats-Unis, les travaux préparatoires ne sont pas achevés, la Conférence sera différée.

4. Si les auteurs acceptaient d'apporter de nouvelles modifications, ce pourrait être le point de départ d'une réaction en chaîne. C'est pourquoi M. Almeida demande instamment à toutes les délégations d'accepter le texte dans sa forme actuelle.

5. M. BOLIN (Suède) dit que, comme sa délégation l'a souligné au cours de la discussion générale, son gouvernement s'intéresse vivement aux problèmes du commerce et est disposé à participer activement aux travaux du GATT et d'autres organismes pour contribuer à résoudre les problèmes commerciaux des pays sous-développés. Il espère en conséquence que la Conférence donnera des résultats concrets; à cette fin, il importe qu'elle soit bien préparée et qu'elle ait lieu au moment opportun. La délégation suédoise ne pense pas que septembre 1963 soit une date satisfaisante et votera contre les sept derniers mots du paragraphe 3 du dispositif. Les doutes qu'elle entretient à l'égard des autres paragraphes sont moins graves. M. Bolin regrette que l'on ne soit parvenu à aucun accord sur la date, qui constitue un élément capital pour de nombreux pays, notamment pour les principaux pays commerçants. Tout en comprenant qu'il s'agit d'une question urgente pour les pays en voie de développement, il estime que le succès de la Conférence dépend pour beaucoup de l'attitude des principaux pays commerçants et il espère que l'on pourra concilier les deux points de vue. Cependant, dans les circonstances actuelles, sa délégation sera dans l'obligation de s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution.

6. M. DEWULF (Belgique) dit que sa délégation est reconnaissante aux représentants de la Yougoslavie et du Brésil des efforts qu'ils ont déployés en vue de réaliser un accord unanime sur le texte révisé de leur projet de résolution, mais n'est malheureusement pas en mesure d'appuyer ce texte. Il espère que les auteurs remanieront leur texte afin de l'harmoniser davantage avec l'exposé explicatif qu'a fait le représentant de la Yougoslavie à la 835^{ème} séance.

7. M. GARCIA GRANADOS (Guatemala) espérait que le projet de résolution, qu'il appuie entièrement, serait adopté à l'unanimité par la Commission. Cependant, les chances à cet égard sont malheureusement devenues très faibles et la délégation du Guatemala regrette que la question de la date, dont l'importance est relativement secondaire, soit apparue comme l'élément décisif. Le Guatemala, en sa qualité de pays en voie de développement, souhaite que la Conférence aboutisse à des résultats concrets et reconnaît donc qu'il faut la préparer avec soin,

mais son principal souci est de veiller à ce qu'on prenne des mesures en vue de résoudre les problèmes des pays en voie de développement. Il se peut fort bien que certains pays aient des raisons particulières de ne pas être en faveur d'une date rapprochée et l'on pourrait adopter une attitude plus souple. En pareil cas, la délégation guatémaliennne appuierait le projet de résolution sans réserve.

8. M. VIAUD (France) dit que, malgré les efforts déployés par les auteurs du projet de résolution et des amendements et suggestions pour arriver à un compromis, le texte recommande toujours que la Conférence ait lieu en 1963, date à laquelle son gouvernement ne sera pas en mesure d'y participer. La délégation française croit impossible de réunir une conférence d'une telle ampleur et d'une telle importance quelques semaines seulement après la clôture de la trente-sixième session du Conseil économique et social et quelques jours seulement après la dernière réunion du Comité préparatoire. Si elle a lieu en septembre 1963, la Conférence examinera d'importantes questions économiques en même temps que la Deuxième Commission. La France espère que la Conférence se tiendra à un moment où elle pourra lui apporter le concours qu'elle est décidée à prêter. En conséquence, la délégation française sera contrainte de voter contre les sept derniers mots du paragraphe 3 du dispositif; si ces mots sont maintenus, elle ne pourra appuyer l'ensemble du projet de résolution. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution sous sa forme actuelle, le Gouvernement français pourra être amené à reconsidérer la question de sa participation à la Conférence.

9. M. Viaud s'élève également contre les mots "émanant des pays industrialisés, isolément ou en tant que membres de groupements économiques" qui figurent à l'alinéa c du paragraphe 5 du dispositif, et appuie le sous-amendement des deux puissances (A/C.2/L.674).

10. M. UNWIN (Royaume-Uni) exprime la déception de sa délégation devant l'échec des entretiens privés. Le second texte révisé du projet contient bien certaines modifications demandées par sa propre délégation ainsi que d'autres, mais le fait que les auteurs n'aient pas modifié le paragraphe 3 du dispositif semble en contradiction avec leur intention d'assurer un appui unanime au projet de résolution. C'est manquer de réalisme que de supposer que la Conférence pourra se tenir d'ici à septembre 1963; la meilleure preuve en est le coût très élevé des services à prévoir, dont il est fait mention dans l'état des incidences financières (A/C.2/L.648/Rev.2/Add.1). M. Unwin doute que l'on puisse trouver le personnel nécessaire pour assurer le service de la Conférence à l'époque envisagée pour cette dernière.

11. M. Unwin comprend parfaitement le désir des auteurs de voir la Conférence se tenir prochainement, mais il ne voit pas pourquoi les délégations intéressées tiennent à conserver le paragraphe 3 du dispositif dans sa teneur actuelle si ce qu'ils recherchent est un accord unanime. Ce texte est manifestement inacceptable pour des pays dont la participation à la Conférence revêt une importance capitale. C'est pourquoi il en vient à douter du sérieux de la proposition des 35 puissances.

12. La délégation britannique pense que la Conférence, si elle a lieu en 1964, pourrait être fructueuse;

mais elle n'a pas proposé de mentionner cette date, dans l'espoir que les auteurs n'insisteraient pas pour que l'on indique un mois précis de 1963. Elle aurait même pu renoncer à faire valoir les objections qu'appellent à son avis certains autres aspects du projet, mais le fait que le paragraphe 3 du dispositif n'ait pas été modifié rend l'ensemble du texte inacceptable, et le Gouvernement britannique sera contraint de revoir les hypothèses sur lesquelles il s'est fondé lorsqu'il a envisagé de participer à la Conférence. La première de ces hypothèses était que l'on aurait assez de temps pour se préparer à la discussion de l'ordre du jour.

13. Selon M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique), il est clair maintenant que le texte actuel du projet de résolution ne peut être adopté à l'unanimité. M. Finger partage l'étonnement du représentant du Royaume-Uni devant la réticence des auteurs à faire de nouvelles concessions sur la question de la date de la Conférence, dans la mesure où l'on souhaite ardemment un accord unanime. Il est probable qu'un nombre appréciable des principaux pays commerçants ne pourront pas participer aux travaux du Comité préparatoire ou de la Conférence dans le cadre des arrangements proposés. Si, comme plusieurs des auteurs l'ont indiqué, il faut entendre que le paragraphe 3 du dispositif n'exclut pas une date plus éloignée que septembre 1963 pour réunir la Conférence, M. Finger ne voit pas pourquoi on ne le dirait pas dans le texte. Il est étrange qu'un désaccord se produise entre les principaux pays commerçants et les pays qui ont présenté le projet de résolution, non pas sur une question de fond, mais uniquement sur le libellé d'un paragraphe qui, comme l'ont reconnu les auteurs, n'exprime pas tout ce qu'ils ont voulu dire.

14. M. Finger n'arrive pas à voir comment on pourra préparer, traduire et distribuer aux gouvernements la volumineuse documentation de 6 000 à 7 000 pages à laquelle fait allusion l'alinéa h du paragraphe 6 du document A/C.2/L.648/Rev.2/Add.1 entre la clôture de la troisième session envisagée pour le Comité préparatoire en août 1963 et la date proposée pour la Conférence, tout en accordant aux gouvernements le délai normal de six semaines pour leur permettre d'étudier les documents avant l'ouverture de la Conférence en septembre 1963. C'est là un point sur lequel le Secrétariat devrait donner des éclaircissements. Les auteurs seraient malavisés d'exiger un vote sur le texte actuel au risque de compromettre la Conférence. L'opinion du Gouvernement des Etats-Unis quant à la nécessité de réunir la Conférence demeure inchangée.

15. M. CULLEN (Irlande) préférerait que le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution soit rédigé en termes plus souples afin de tenir dûment compte des difficultés matérielles que comporte la préparation de la Conférence. La délégation irlandaise déplore l'échec des efforts déployés en vue de parvenir à un compromis. Elle n'est toutefois pas disposée à engager le Conseil économique et social à convoquer la Conférence en 1963. En conséquence, elle sera obligée de voter contre le paragraphe 3 du dispositif dans sa teneur actuelle et contre l'ensemble du projet de résolution si ce paragraphe n'est pas modifié. Elle demande instamment aux auteurs de reconsidérer leur attitude à l'égard de ce paragraphe en vue de réaliser un accord unanime.

16. M. TODOROV (Bulgarie) dit que dans la version provisoire qui a été distribuée le texte anglais du sous-amendement (A/C.2/L.674) est dépourvu de sens et appelle des rectifications. Dans un esprit de compromis, les auteurs de l'amendement A/C.2/L.672 acceptent les mots dont le sous-amendement propose l'insertion, mais non la suppression envisagée.

17. M. TCHEN (Chine) constate que deux principes fondamentaux semblent acceptés par tous les membres de la Commission: on admet, premièrement, qu'il est nécessaire de convoquer la Conférence le plus tôt possible et, deuxièmement, qu'elle doit donner des résultats positifs. Il est pourtant clair qu'avec le projet de résolution actuel les chances d'une conférence couronnée de succès s'amenuisent. La délégation chinoise votera selon la manière dont sera éliminée la contradiction qui existe entre ces deux principes. Elle espère que, dans un esprit de compromis, les auteurs accepteront de supprimer les sept derniers mots du paragraphe 3 du dispositif. Dans le cas contraire, elle ne pourra voter en faveur du projet.

18. La délégation chinoise appuie le sous-amendement des deux puissances (A/C.2/L.674).

19. M. ROSENSTAND-HANSEN (Danemark) votera en faveur du projet de résolution si les sept derniers mots du paragraphe 3 du dispositif sont supprimés. Il n'est pas possible de tenir la Conférence en septembre 1963. M. Rosenstand-Hansen prie donc instamment les auteurs de revenir sur leur décision et, s'ils ne peuvent se résoudre à supprimer les mots en cause, d'accepter de les remplacer par un autre membre de phrase comme "et au plus tard avant la trente-septième session du Conseil économique et social". M. Rosenstand-Hansen propose une brève suspension de séance pour donner aux auteurs le temps de la réflexion. S'ils maintiennent leur texte, la délégation danoise demandera un vote séparé sur le paragraphe 3 du dispositif. En cas d'adoption de ce paragraphe, elle devra s'abstenir lors du vote sur l'ensemble du texte.

20. M. STANOVNIK (Yougoslavie), exerçant son droit de réponse, déclare que la remarque du représentant des Etats-Unis, selon laquelle l'attitude des auteurs du projet de résolution serait dictée par le sentiment plus que par la raison, est révélatrice des passions suscitées par ce point de l'ordre du jour. L'importance de la question dont la Commission est saisie est telle qu'une certaine émotion est inévitable, mais elle doit être maîtrisée. Les auteurs savent parfaitement que le Gouvernement des Etats-Unis est tenu de s'opposer à la réunion de la Conférence en 1963, et M. Stanovnik espère que les délégations qui critiquent la teneur actuelle du projet s'en rendent compte. Il demande au représentant des Etats-Unis de ne pas oublier que les 36 participants à la Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique ont demandé cette réunion en 1963 et doivent donc, eux aussi, s'en tenir à leur position. Malgré le désir général d'arriver à un compromis, les possibilités de négociation sont limitées par ces obligations de part et d'autre. Les auteurs se sont clairement exprimés sur ce point dans la déclaration que M. Stanovnik a faite en leur nom à la 835ème séance.

21. M. Stanovnik souhaite souligner que, en prévoyant dans les incidences financières (A/C.2/L.648/Rev.2/Add.1) la nécessité éventuelle de convoquer la Confé-

rence en septembre 1963, le Secrétariat a manifestement tenu compte du projet de résolution et des déclarations faites à la Commission et a eu conscience des conditions dans lesquelles la Conférence serait préparée et convoquée.

22. M. Stanovnik demande aux membres de la Commission — dont il ne conteste pas les mobiles — de tenir compte de la situation extrêmement délicate dans laquelle se trouvent les auteurs pour procéder aux ajustements et négociations que l'on attend d'eux. Les auteurs sont allés aussi loin que possible sans violer les engagements qu'ils ont pris.

23. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) souligne qu'il ressort de la discussion que son pays n'a nullement été le seul à combattre le désir des signataires de la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) d'avoir une conférence en 1963. L'engagement pris par eux n'est que celui d'un groupe particulier d'Etats; d'autres groupes auraient pu ne pas se croire tenus à un tel engagement. Si les 20 membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, par exemple, avaient examiné la même question, il est certain qu'ils auraient recommandé une conférence en 1964. La délégation des Etats-Unis, pas plus qu'aucune autre, ne peut s'écarter des instructions qu'elle a reçues. La seule solution paraît être celle qu'a préconisée le Conseil économique et social après la Conférence du Caire et qu'ont appuyée les participants à cette dernière qui ont pris part à la session du Conseil.

24. M. CARANICAS (Grèce) souligne que les auteurs du projet de résolution ont en fait très peu modifié leur texte. La délégation grecque devrait reconsidérer son attitude si les principaux pays commerçants étaient contraints de s'abstenir de participer à la Conférence. L'insistance des auteurs pour tenir cette conférence en 1963 remet en mémoire les nombreuses résolutions sur un fonds d'équipement des Nations Unies, dont l'adoption forcée n'a donné aucun résultat pratique. Quelle urgence y a-t-il à tenir la Conférence en 1963? On débat des problèmes internationaux du commerce depuis la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi qui s'est tenue à La Havane en 1947/1948; six ou neuf mois de plus ne feront pas grande différence.

25. L'amendement à l'alinéa c du paragraphe 5 du dispositif, proposé par la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas (A/C.2/L.675) paraît logique. M. Caranicas n'insiste pas sur la proposition qu'il a faite à la 836ème séance d'insérer, dans ce paragraphe, les mots "par conséquent" après les mots "pays en voie de développement". Il voudrait toutefois proposer d'ajouter au paragraphe 2, alinéa a, du dispositif les mots "et des principaux pays commerçants" après les mots "d'une représentation convenable des pays en voie de développement".

26. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la France tentent d'étouffer le vœu de la majorité par des pressions et des menaces, pour empêcher la réunion de la Conférence en 1963. Ces pays veulent vider le projet de résolution de sa substance et renvoyer la Conférence à quelque vague date ultérieure. Ils donnent l'impression qu'il serait catastrophique pour eux de participer à la Conférence en 1963. M. Arkadyev se demande si les Etats-Unis s'intéressent vraiment à l'étude des pro-

blèmes du commerce des pays sous-développés. Libres, indépendants et égaux, ces pays ont parfaitement le droit de rechercher les voies et moyens de résoudre leurs problèmes commerciaux. Pourquoi les Etats-Unis ne peuvent-ils faire la moitié du chemin qui les sépare d'eux?

27. Les Etats-Unis ont aussi essayé d'effrayer les membres de la Commission en parlant des nombreux documents à traduire et à reproduire avant la réunion de la Conférence. C'est là un argument artificiel. Dix mois s'écouleront d'ici à septembre 1963 et, à cette date, les délégations auront eu tout le temps de se familiariser avec la documentation nécessaire. Il est absurde de dire qu'il faudra préparer tous les documents en août. Les objections soulevées par les Etats-Unis et par d'autres représentants donnent l'impression que l'ONU fera faillite si la Conférence se tient en septembre 1963. Les prévisions financières établies par le Secrétariat (A/C.2/L.648/Rev.2/Add.1) sont étrangement élevées. Elles semblent avoir pour objet de prouver que la Conférence ne peut se tenir en 1963.

28. La délégation de l'URSS comprend pleinement la position des auteurs du projet. Ils sont allés aussi que possible pour tenir compte des objections. Par exemple, le nouveau texte ne fait plus mention d'une organisation internationale du commerce. Si l'URSS peut accepter pareille omission, pourquoi les Etats-Unis n'acceptent-ils pas le passage relatif à la date? Une conférence tenue en 1963 donnerait des résultats positifs et la délégation soviétique appuiera le texte actuel du projet de résolution.

29. M. NARANJO (Equateur) remarque que la seule question controversée est la date de la Conférence. Il fait appel aux auteurs du projet de résolution pour qu'ils adoptent une formule plus souple et n'insistent pas sur une réunion en septembre 1963. M. Naranjo souhaiterait aussi que les auteurs précisent si la Conférence doit être convoquée ou tenue à cette date.

30. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) souligne qu'il est ridicule de la part de l'Union soviétique, qui n'a pas usé moins de 100 fois de son droit de veto, de faire la morale aux Etats-Unis en disant qu'ils "étouffent le vœu de la majorité", alors que ce pays n'a jamais exercé le droit de veto. Tout aussi grotesque est l'assertion selon laquelle il serait catastrophique pour les Etats-Unis et les puissances occidentales de participer à la Conférence en 1963. Certes, les Etats-Unis ont un intérêt matériel aux débats sur le commerce, mais ces débats peuvent

se tenir dans d'autres enceintes. Les Etats-Unis s'intéressent sincèrement au succès de la Conférence et s'y préparent soigneusement. Ce n'est qu'à grand regret qu'ils abandonneraient leurs préparatifs.

31. Les Etats-Unis n'essaient pas davantage d'effrayer la Commission en brandissant des statistiques ou de faire pression sur les délégations. Il serait intéressant de demander honnêtement au représentant du Secrétaire général si les documents peuvent être prêts à temps pour septembre 1963. Le représentant de la Yougoslavie a estimé que, d'après l'état des incidences financières, le Secrétaire général était favorable à cette date. Le représentant de l'URSS a été d'avis opposé. Si l'ONU doit faire faillite, ce ne sera pas à cause de la Conférence, mais pour des raisons bien connues de l'Union soviétique.

32. M. Finger propose qu'au paragraphe 3 du dispositif les auteurs du projet remplacent les mots "et au plus tard en septembre 1963" par les mots "et compte tenu, d'une part, de l'opinion de nombreuses délégations selon lesquelles la Conférence devrait être convoquée au plus tard en septembre 1963, et, d'autre part, de l'avis que la Conférence donnerait de meilleurs résultats si elle se tenait au début de 1964". Ce texte traduirait exactement la situation.

33. M. SIDIKOU (Niger) pense que la Commission ne doit pas être contrainte à un vote précipité. Les entretiens doivent se poursuivre jusqu'à un compromis acceptable. Il propose donc de lever la séance et de reprendre la discussion du projet de résolution à la séance suivante.

34. Après un débat de procédure auquel participent MM. Mamadou TRAORE (Mali), NATORF (Pologne), MALECELA (Tanganyika) et FINGER (Etats-Unis d'Amérique), le PRESIDENT met aux voix la motion du représentant du Danemark tendant à suspendre la séance pour permettre au Président de se concerter avec les parties intéressées en vue de mettre au point une solution.

Par 11 voix contre 4, avec 75 abstentions, la motion est rejetée.

35. Le PRESIDENT met aux voix la proposition du représentant du Niger tendant à lever la séance.

Par 44 voix contre 21, avec 33 abstentions, cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 17 h 40.